

L'hon. J. J. Greene (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, il est difficile de répondre en détail à une telle question lors de l'appel de l'ordre du jour. En général, cependant, nous prévoyons que les producteurs canadiens auront une position concurrentielle plus difficile à l'égard des produits agricoles aux derniers stades de transformation et de finition, en raison d'une concurrence plus vive d'autres pays, comme le Danemark et la Nouvelle-Zélande, qui ont aussi dévalué leurs devises, et à cause de l'augmentation indubitable de la production au Royaume-Uni.

Pour la plupart de nos matières premières agricoles, nous ne prévoyons pas, pour le moment, que nos exportations soient vraiment touchées. Quant au blé, comme aucun autre pays exportateur de blé dur n'a dévalué sa monnaie, je ne crois pas que nous en souffrions sur le plan de la concurrence. Néanmoins, dans le cas du blé tendre, le Royaume-Uni en produira davantage et il est fort possible qu'on en fasse une plus grande consommation qu'on ne le fait actuellement.

L'hon. M. Stanfield: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre songe-t-il à prendre certaines mesures dans le cas des produits agricoles dont la position lui semblerait compromise?

L'hon. M. Greene: Monsieur l'Orateur, mon ministère étudie actuellement la situation et tâche de ne pas se laisser dépasser. S'il semble que le producteur canadien doive en souffrir, nous entendrions alors des négociations avec les Britanniques en vue d'adoucir les conséquences.

M. W. B. Nesbitt (Oxford): Une question complémentaire, monsieur l'Orateur. Vu la réponse réconfortante du ministre au chef de l'opposition et vu que les producteurs de tabac, de fromage, de pommes et autres denrées analogues s'inquiètent beaucoup de ce qui se passe, le ministre pourrait-il faire une déclaration, la semaine prochaine, à l'appel des motions et traiter d'un certain nombre de produits précis, comme ceux dont j'ai déjà parlé, afin de dissiper l'appréhension de bon nombre de producteurs canadiens?

L'hon. M. Greene: J'examinerai volontiers la proposition du député. Quant aux pommes et aux fruits frais en général, nous en exportons actuellement pour environ 6 millions de dollars et nous ne prévoyons pas un grand changement à cet égard. Quant aux produits laitiers dont les exportations se chiffrent à 14 millions de dollars, nous allons avoir, pour le fromage en particulier, de gros ennuis.

[L'hon. M. Stanfield.]

Bien qu'aucun produit ne fasse précisément concurrence à notre cheddar canadien mûr, notre principal produit d'exportation...

Une voix: Le meilleur au monde.

L'hon. M. Greene: C'est le meilleur au monde, c'est bien vrai. Bien que le fromage de Nouvelle-Zélande ne soit pas de la même qualité que notre cheddar canadien mûr, s'il se vend moins cher, il va faire vivement concurrence au nôtre sur le marché du Royaume-Uni. Le secteur fromager va être un secteur névralgique.

M. Nesbitt: Puisque le ministre a pu donner à la Chambre des renseignements précieux au sujet de quelques produits, peut-il parler du tabac qui est une source de vive inquiétude et d'intérêt pour certains.

M. l'Orateur: A l'ordre.

L'hon. M. Greene: Les mêmes observations...

M. l'Orateur: A l'ordre. Dans sa première question, le député demandait au ministre de faire une déclaration à l'appel des motions. Je leur signale à tous deux que cette déclaration ne saurait être faite maintenant.

L'hon. D. S. Harkness (Calgary-Nord): J'aurais une question à poser au premier ministre suppléant. Le ministre du Commerce formulait-il la politique ministérielle lors de son discours devant le GATT, à Genève, où il a proposé, paraît-il, un programme positif en vue de réduire les obstacles au commerce des produits agricoles, comme les subventions et les prix de soutien, ce qui, sauf erreur, entraînerait une diminution ou la disparition des subventions et des prix de soutien en faveur des produits agricoles?

L'hon. Paul Martin (premier ministre suppléant): Pour saisir le sens de phrases extraites d'une déclaration, et le député ne l'ignore pas, il est toujours bon de recourir au contexte; or, comme je n'ai pas lu tout le discours, je préfère le parcourir d'abord en entier, quitte à en discuter ensuite avec le député.

L'hon. M. Harkness: La réduction ou la suppression des subventions aux produits agricoles et des prix de soutien constitue-t-elle une politique ministérielle?

L'hon. M. Martin: La politique du gouvernement, quant à ce dernier aspect, devra être analysée à la lumière du sens général de la déclaration dont il s'agit, déclaration dont je n'ai pas encore pris connaissance.